

POUR DÉFENDRE NOS RETRAITES

Grève reconductible à partir du 7 mars

DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS

Le gouvernement appuyé par le MEDEF est décidé à imposer coûte que coûte une mesure de régression sociale majeure sur nos retraites. La multiplication d'arguments fallacieux et d'omissions de sa part ne peut camoufler le choix de fond qui revient à voler du temps de vie aux travailleuses et travailleurs. La question aujourd'hui est bien celle du partage des richesses produites mais aussi celle du travail. La mobilisation met en évidence partout la profonde dégradation des conditions de travail que nous dénonçons et combattons depuis des années.

Cette lutte historique par la grève et les manifestations est la conséquence d'un rejet massif et majoritaire d'un projet inutile, injuste et brutal pour les travailleuses et les travailleurs. Elle est évidemment liée à l'unité intersyndicale à laquelle nous sommes profondément attaché-es. L'intersyndicale nationale a appelé à faire du mardi 7 mars une journée "France à l'arrêt". Pour nous concrètement il s'agit d'une journée de grève générale qui doit permettre le soutien de l'ensemble de la population à la mobilisation. Déjà des intersyndicales comme à la RATP ou des syndicats comme à la SNCF appellent à construire la grève reconductible.

Le mercredi 8 mars, jour de lutte internationale pour les droits des femmes, sera une journée de grève féministe pour Solidaires comme depuis plusieurs années. Elle sera particulièrement forte cette année. Nous participerons aux initiatives unitaires préparées depuis des mois sur l'ensemble des revendications féministes, ainsi qu'aux actions intersyndicales spécifiques pouvant s'ajouter, pour mettre en avant l'injustice et les inégalités spécifiques que subissent les femmes avec ce projet de réforme des retraites.

Réuni-es en comité national extraordinaire le lundi 13 février 2023, nous considérons que nous pouvons gagner la bataille des retraites. Pour cela, nous devons augmenter le rapport de force pour contraindre le gouvernement, qui persiste dans sa position ultra-minoritaire, à retirer ce projet de loi. Il doit le retirer le plus vite possible. Dans le cas contraire, nous nous engagerons dans un durcissement de la mobilisation.

Nous proposons à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, du privé comme du public, de mettre en débat en assemblées générales la possibilité de reconduire la grève à partir du 7 mars selon les modalités propres à chaque secteur, avec inventivité et détermination. C'est une priorité majeure de l'action de nos syndicats dans les semaines à venir.

Le gouvernement est responsable des difficultés que la généralisation de la grève pourra entraîner. Nous savons que la population, qui soutient à une très large majorité la mobilisation, le comprend.

Toutes et tous ensemble, nous avons la possibilité de mettre un coup d'arrêt à l'action anti-sociale de ce gouvernement sur les retraites. Notre victoire sur cette bataille ouvrira tous les possibles sur les retraites bien sûr, mais aussi sur les salaires, le chômage ou les minimas sociaux, sur le logement et l'immigration, et plus largement d'améliorations sociales et écologiques.